



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale

Point 10 de l'ordre du jour

Date: 3 mai 2019

WFP/EB.A/2019/10-F

Original: anglais

Questions d'administration et de gestion

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Rapport sur la sécurité

Résumé

En 2018, le PAM a continué de mener ses opérations dans un monde toujours plus instable et violent. Onze des treize crises humanitaires majeures où le PAM est intervenu ont été provoquées ou considérablement aggravées par des conflits; en conséquence, la cadence et l'intensité des opérations du PAM se sont accrues, ce qui a malheureusement entraîné une recrudescence des attaques armées visant du personnel du PAM qui ont atteint en 2018 un nombre record.

La résurgence d'Ebola en République démocratique du Congo, la poursuite des violences dans des pays tels que la République arabe syrienne et le Yémen et la difficulté croissante des conditions d'intervention due aux restrictions de circulation, aux problèmes d'accès et aux tracasseries administratives sont à l'origine de 1 086 atteintes à la sécurité – le chiffre le plus élevé depuis 2008. La Division de la sécurité s'inquiète également d'une recrudescence de l'insécurité sur les mers au large de la Corne de l'Afrique et du Yémen due à une intensification du conflit et des actes de piraterie au cours desquels un navire affrété par le PAM a été attaqué.

Le PAM déplore le décès de deux membres de son personnel survenu dans l'exercice de leurs fonctions: l'un a été tué en République démocratique du Congo et l'autre est mort dans un accident du travail en Afghanistan. Ce rapport présente une analyse détaillée des menaces et des risques auxquels sont exposés le personnel et les opérations du PAM et indique les tendances pour 2019.

L'accès humanitaire reste une gageure dans des pays comme le Mali, la République arabe syrienne et le Yémen; aussi la Division de la sécurité, conjointement à la Division de la préparation aux situations d'urgence et de l'appui aux interventions en cas de crise et la Division des politiques et des programmes, a pris plusieurs initiatives pour renforcer dans les bureaux de pays les compétences nécessaires pour faire face aux problèmes d'accès.

Coordonnateur responsable:

M. C. Boutonnier

Directeur

Division de la sécurité sur le terrain et Coordonnateur du

PAM pour les questions de sécurité

tél.: 066513-6452

La problématique femmes-hommes est incluse dans la stratégie de la Division de la sécurité, comme en témoignent les séances de sensibilisation des femmes aux questions de sécurité organisées avec succès dans les régions sensibles et l'attention accordée aux cas de violences sexistes dans les analyses et la gestion de la sécurité.

La décentralisation de la division au niveau régional a permis de suivre de près les besoins de chaque pays en matière de gestion des risques de sécurité et d'analyse, chaque bureau régional étant doté d'un analyste de l'information sur la sécurité. Les missions d'assistance spéciale réalisées par la division ont contribué à harmoniser les mécanismes de conformité relatifs à la sécurité avec les processus internes.

Au cours de l'année écoulée, les effectifs de sécurité du PAM ont fait l'objet d'un examen stratégique s'inscrivant dans le cadre de processus menés au niveau institutionnel et de consultations avec un groupe de référence composé d'agents de sécurité sur le terrain. Deux vagues de recrutement pour la réserve des Talents internationaux de demain ont eu lieu et un certain nombre de candidats présélectionnés se sont vus offrir un engagement sur le terrain ou au Siège. Les candidats retenus proviennent d'horizons de plus en plus divers et la Division de la sécurité a continué d'avancer vers la réalisation des objectifs de parité des sexes fixés pour 2021.

Atteintes à la sécurité¹

1. Les principales atteintes à la sécurité du personnel² ou des biens du PAM et des employés des partenaires ou des sous-traitants ont été les suivantes:
 - en 2018, deux membres du personnel du PAM ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions;
 - deux membres du personnel du PAM ont trouvé la mort alors qu'ils n'étaient pas en service;
 - sept employés d'entreprises sous-traitantes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Membres du personnel du PAM tués ou gravement blessés

2. En 2018, trois membres du personnel ont trouvé la mort au cours d'actes de violence. Un membre du personnel du PAM, un chauffeur, a été tué par balle lors d'une embuscade tendue par des hommes armés non identifiés dans la province du Nord-Kivu (République démocratique du Congo) alors qu'il était en service. Deux membres du personnel du PAM ont perdu la vie au cours d'actes de violence sans rapport avec leur travail, l'un en Afghanistan, l'autre au Lesotho (tableau 1).
3. Un membre du personnel du PAM, un assistant chargé de l'entretien du site, a trouvé la mort dans un accident du travail dans un entrepôt du PAM à Kaboul (Afghanistan).
4. Deux membres du personnel du PAM ont été tués dans des accidents de la route survenus alors qu'ils n'étaient pas en service, en Côte d'Ivoire et au Zimbabwe.
5. Deux membres du personnel du PAM ont été blessés par balle lors d'incidents sans rapport avec le travail, en Éthiopie et en Somalie.

¹ Ce rapport se fonde sur les incidents signalés dans le système de gestion et d'analyse des données relatives à la sécurité du PAM.

² L'expression "personnel du PAM" utilisée dans le présent rapport s'applique aux membres du personnel, consultants, stagiaires, titulaires de contrats de services, titulaires d'accords de services spéciaux, bénévoles et aux membres de leur famille remplissant les conditions requises. Il ne s'applique pas aux personnes recrutées localement percevant un salaire horaire.

6. Un membre du personnel du PAM a été victime d'un viol en El Salvador.
7. Un membre du personnel du PAM et son conjoint ont été agressés chez eux lors d'un cambriolage, en Éthiopie.
8. Quatre membres du personnel du PAM ont été gravement blessés dans des accidents de la route survenus dans l'exercice de leurs fonctions et cinq ont été blessés dans des accidents de la circulation alors qu'ils n'étaient pas en service.

TABLEAU 1: MEMBRES DU PERSONNEL DU PAM TUÉS OU BLESSÉS LORS D'ACTES DE VIOLENCE SURVENUS PENDANT LEUR SERVICE OU EN DEHORS (2008-2018)											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Tués	4	9*	-	4	1	5	1	2	1	-	3
Blessés	17	23	14	7	8	4	4	4	1	3	4

* Cinq membres du personnel du PAM ont été tués au cours d'un attentat suicide à la bombe mené contre le Bureau du PAM à Islamabad (Pakistan) le 5 octobre 2009, ce qui explique le nombre élevé de décès cette année-là. Quatre autres membres du personnel du PAM ont été blessés dans ce même attentat.

Employés de partenaires ou de sous-traitants tués ou gravement blessés

9. Aucun employé d'aucun partenaire n'a perdu la vie du fait d'un acte de violence en 2018.
10. Le nombre d'employés de sous-traitants tués dans l'exercice de leurs fonctions a beaucoup diminué, passant de 18 en 2017 à sept en 2018, dans le prolongement de la tendance à la baisse amorcée après 2016.
11. Six employés de sous-traitants ont été tués durant des actes de violence commis lors de trois incidents au Soudan du Sud; trois ont également été tués en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et au Yémen (un par pays). Un employé d'un sous-traitant a trouvé la mort dans un accident de la circulation.
12. Huit chauffeurs et assistants chauffeurs sous contrat ont été blessés durant des actes de violence: cinq au Soudan du Sud, un en République démocratique du Congo, un en Ouganda, et un en Guinée.
13. Un assistant chauffeur a été blessé au Yémen lors d'une frappe aérienne de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite.
14. Un employé d'un sous-traitant a été blessé au cours d'une fusillade dans un camp de personnes déplacées en Éthiopie.
15. Un chauffeur sous contrat a été gravement blessé dans un accident de la route en Ouganda.

TABLEAU 2: EMPLOYÉS DE PARTENAIRES OU DE SOUS-TRAITANTS TUÉS OU GRAVEMENT BLESSÉS AU COURS D'ACTES DE VIOLENCE ALORS QU'ILS TRAVAILLAIENT POUR LE PAM (2008-2018)											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Tués	13	6	6	8	6	10	3	11	23	13	6
Blessés	5	11	22	7	7	36	4	5	33	11	8

Enlèvements et séquestration

16. Neuf enlèvements ou séquestrations ont eu lieu en 2018. Au Kenya, un membre du personnel du PAM a été victime d'un enlèvement éclair, et un membre de la famille d'un employé du PAM a été victime d'un enlèvement virtuel³.
17. Dix-sept employés de partenaires du PAM ont été enlevés lors de cinq incidents dont deux se sont déroulés en Afghanistan, un au Mali, un en Ouganda et un en Éthiopie. Tous ont été relâchés.
18. Deux incidents ont été signalés au cours desquels des chauffeurs employés par des sous-traitants du PAM et leurs camions ont été séquestrés. L'un s'est produit en Afghanistan et l'autre au Mali; les deux chauffeurs ont été relâchés après que les camions ont été vidés de leurs cargaisons de vivres.

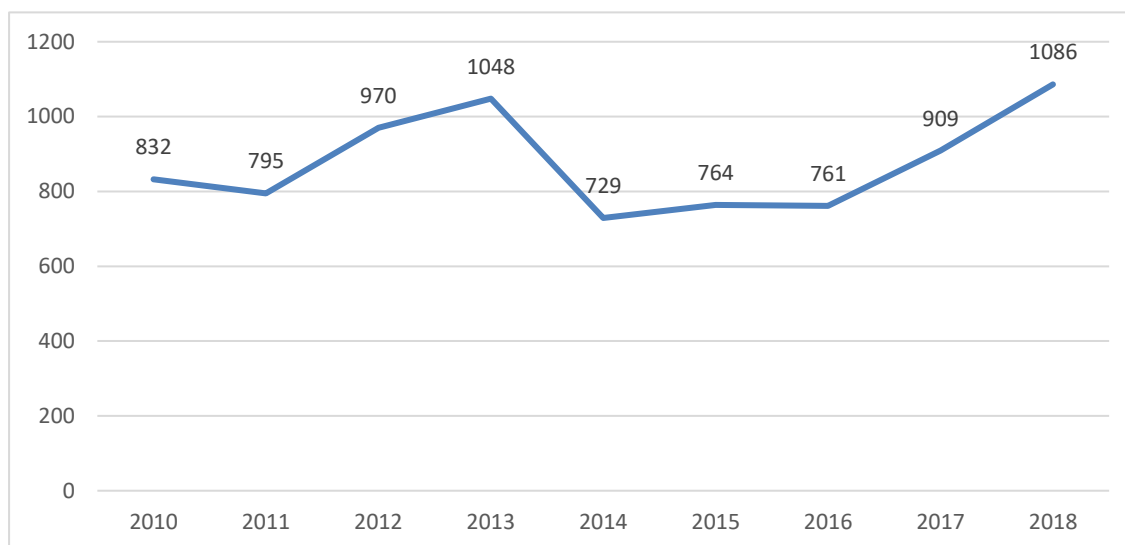
Arrestation et détention

19. En 2018, 34 membres du personnel du PAM ont été détenus ou arrêtés. La plupart des arrestations concernaient des cas d'infraction présumée à la législation nationale, essentiellement des infractions au code de la route. Pour la majorité des employés, la période de détention a été brève (moins de 24 heures). Un membre du personnel reste en détention provisoire au Cameroun.

Grandes tendances

20. En 2018, il a été dénombré 1 086 atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM ou des employés des partenaires et des sous-traitants qui apportent un appui aux opérations du PAM. Ce chiffre est le plus élevé enregistré ces dix dernières années; il représente une augmentation de 19,5 pour cent par rapport à 2017, année au cours de laquelle 909 atteintes à la sécurité avaient été signalées (figure 1).

Figure 1: Atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM ou de sous-traitants et partenaires du PAM, 2010-2018

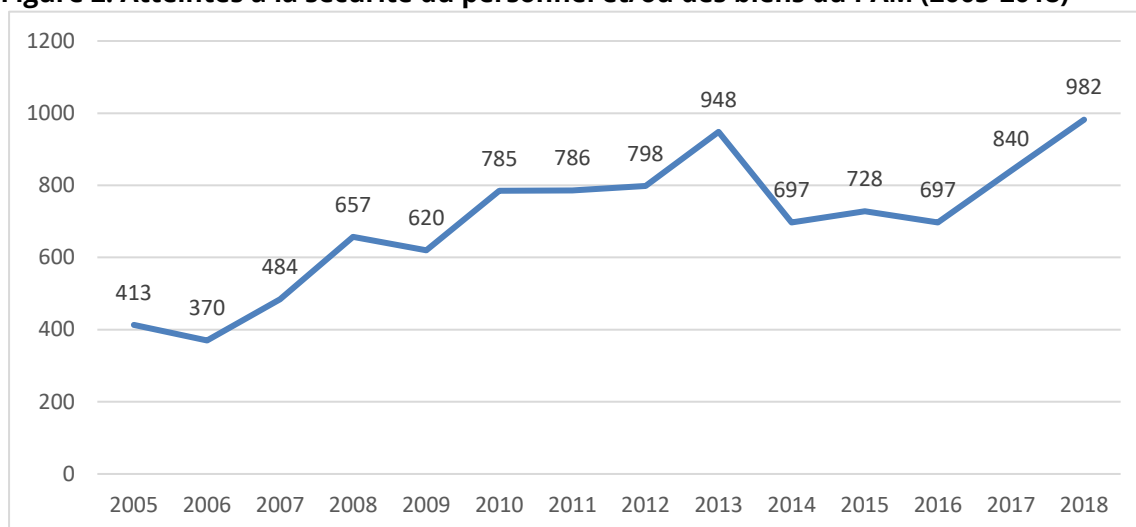


21. Le nombre d'incidents portant atteinte à la sécurité du personnel ou des biens du PAM, à l'exception des cas impliquant uniquement des partenaires ou des sous-traitants, a augmenté de 17 pour cent, passant de 840 en 2017 à 982 en 2018. Sur ce total, 71,7 pour

³ Les ravisseurs virtuels ont recours à des supercheries ou à des menaces pour contraindre leurs victimes à payer une rançon rapidement sans que personne n'ait été enlevé.

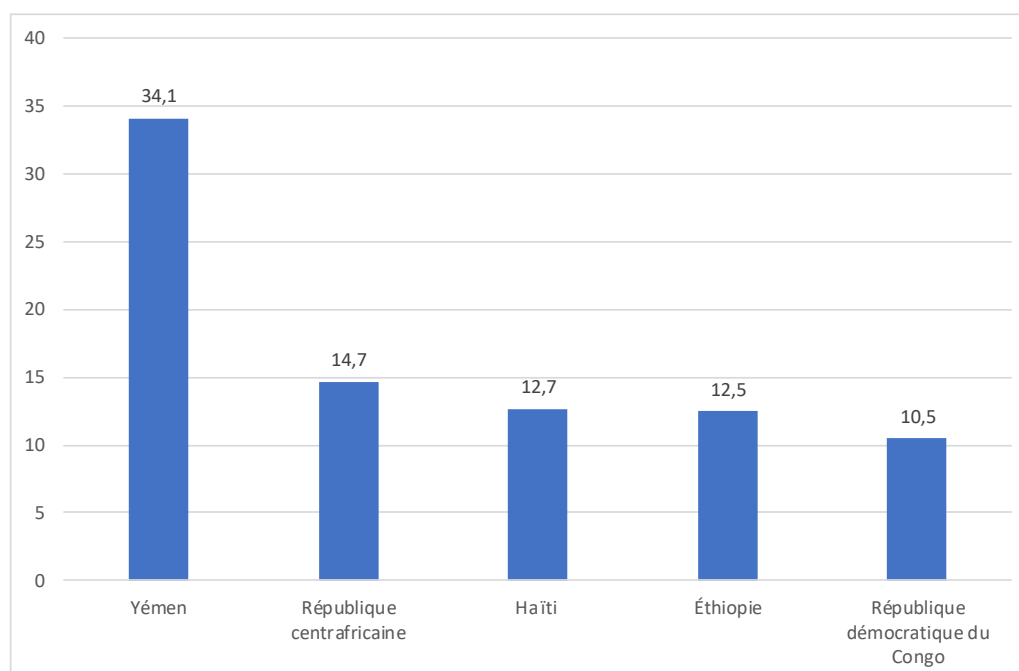
cent (704) étaient liés au travail et 28,3 pour cent (278) se sont produits hors du cadre du travail (figure 2).

Figure 2: Atteintes à la sécurité du personnel et/ou des biens du PAM (2005-2018)



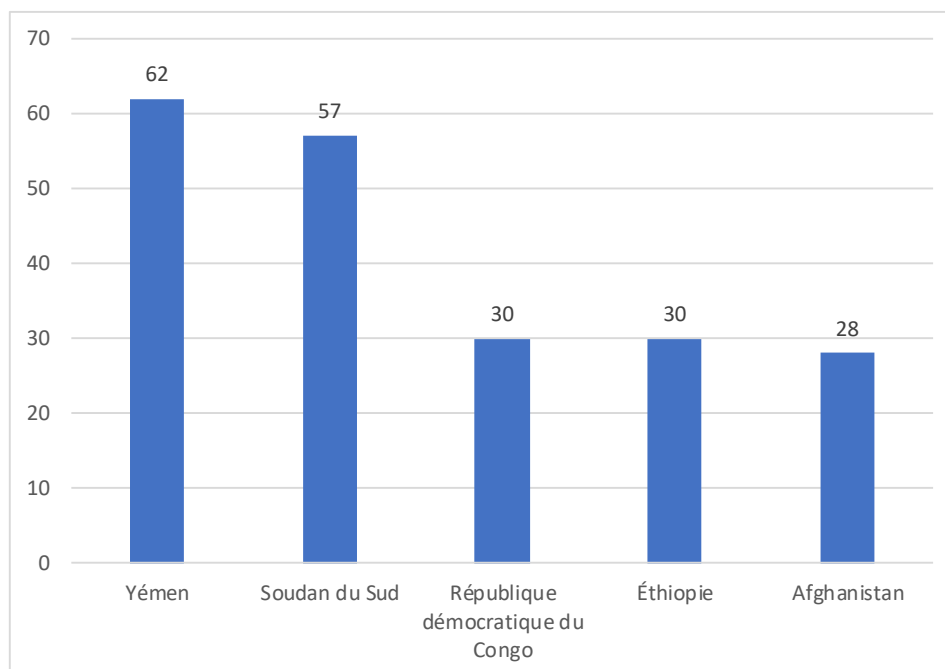
22. La figure 3 montre que les pays affichant les taux les plus élevés d'atteintes à la sécurité du personnel ou des biens du PAM par rapport au nombre de membres de personnel sont le Yémen, avec 171 cas pour 501 agents (34,1 pour cent), la République centrafricaine, avec 37 cas pour 252 agents (14,7 pour cent), Haïti, avec 20 cas pour 157 agents (12,7 pour cent), l'Éthiopie, avec 98 cas pour 786 agents (12,5 pour cent) et la République démocratique du Congo, avec 57 cas sur 545 agents (10,5 pour cent).

Figure 3: Pays affichant le taux le plus élevé d'atteintes à la sécurité du personnel et/ou des biens du PAM signalées en 2018 (en % du nombre de membres du personnel)



23. Pour la deuxième année consécutive, le Yémen est le pays où le taux d'incidents signalés est le plus élevé par rapport au nombre de membres du personnel du PAM (171 cas contre 101 en 2017). Les principaux facteurs ayant contribué à cette situation sont l'intensification du conflit armé, notamment dans le gouvernorat d'Hudaydah, et les graves menaces d'attaques extrémistes. Il ne semble pas que le personnel du PAM ait été directement ciblé, mais les risques que le personnel du PAM soit exposé à des effets collatéraux et que les biens du PAM subissent des dommages sont très élevés. Les sous-traitants continuent de courir de graves dangers.
24. En République centrafricaine, les conditions de sécurité demeurent extrêmement instables car les groupes armés contrôlent de vastes territoires et se livrent à une lutte acharnée pour contrôler les ressources naturelles. Durant le seul mois de septembre 2018, des acteurs humanitaires ont été victimes de 19 atteintes à la sécurité, ce qui a entraîné une suspension des opérations qui a affecté environ 170 000 bénéficiaires. À Bangui, la capitale, l'insécurité grandissante est due à une forte recrudescence de la délinquance violente tels des vols qualifiés, des cambriolages et des vols de véhicule sous la menace, comme en témoignent les graves blessures récemment infligées à un membre du personnel du PAM dont la voiture a été volée sous la menace près du bureau de pays du PAM.
25. En Haïti, les taux de criminalité violente demeurent élevés, notamment dans l'aire urbaine de Port-au-Prince. Les vols et les violences avec coups et blessures sont parmi les actes de délinquance les plus fréquents, et représentent une menace pour les organisations humanitaires, dont le PAM. Les incidents d'origine criminelle représentaient 50 pour cent de toutes les atteintes à la sécurité dont le PAM a été victime en Haïti.
26. Les opérations du PAM en Éthiopie sont de plus en plus perturbées par des flambées de violence interethnique dans les régions Somali et Oromia et le long de la frontière administrative qui les sépare. Des heurts récurrents entre communautés ont entraîné à plusieurs reprises une suspension provisoire des activités du PAM en raison de troubles et de violences et des restrictions ont été imposées à la circulation routière.
27. Le taux d'atteintes à la sécurité par rapport au nombre d'agents du PAM est en hausse dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo, où le PAM participe activement à la lutte contre la maladie à virus Ebola depuis qu'une nouvelle épidémie s'est déclarée en août 2018. Les risques auxquels est confronté le PAM se sont accrus dans un environnement déjà précaire caractérisé par des exactions de nombreux groupes armés et de milices privées du droit de vote, des taux de criminalité élevés et une anarchie générale.
28. Comme indiqué à la figure 4, les pays comptant le plus grand nombre de cas d'atteinte à la sécurité des employés des sous-traitants et des partenaires du PAM en 2018 étaient le Yémen (62 cas), le Soudan du Sud (57 cas), la République démocratique du Congo et l'Éthiopie (30 cas chacun) et l'Afghanistan (28 cas). La vaste majorité des incidents signalés sont survenus au Yémen et au Soudan du Sud où les conditions de sécurité demeurent mauvaises en raison de la guerre et de la criminalité. Ces incidents concernent pour la plupart des chauffeurs de camion sous contrat avec le PAM et leurs assistants. La sécurité des chauffeurs est plus à risque lorsqu'ils transportent des denrées du PAM, mais certains des cas signalés étaient imputables au non-respect de la part du transporteur des consignes de sécurité concernant les trajets de nuit et la circulation sur des routes dangereuses.

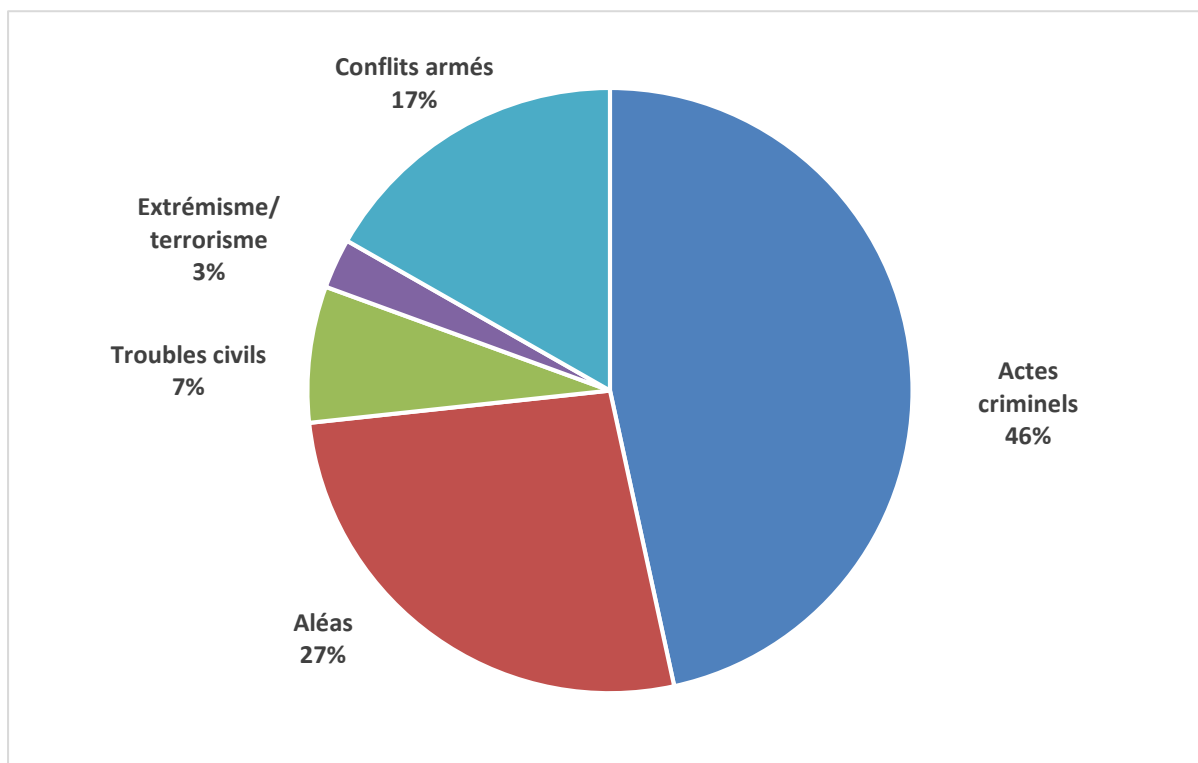
Figure 4: Pays où le nombre d'atteintes à la sécurité du personnel des sous-traitants ou des partenaires du PAM signalées en 2018 est le plus élevé



29. Comme les années précédentes, les actes criminels sont la principale menace qui pèse sur le personnel et les biens du PAM et sur les employés des partenaires et des sous-traitants; ils représentent 46 pour cent de l'ensemble des cas répertoriés, soit une diminution de 19 pour cent par rapport à 2017. Comme il ressortait des rapports annuels précédents, les aléas⁴ – surtout les accidents de la route – constituent le deuxième type d'atteinte le plus fréquent (27 pour cent). Le nombre d'incidents dus à des conflits armés, en proportion du nombre total de cas répertoriés, a augmenté de 54 pour cent par rapport à 2017. Ceux liés aux troubles civils se sont légèrement accrus, représentant 7 pour cent du total contre 5 pour cent en 2017, tandis que ceux liés à l'extrémisme se maintenaient au même niveau (3 pour cent) (figure 5).

⁴ Les "aléas" sont l'une des cinq menaces répertoriées par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, à savoir l'extrémisme/terrorisme, les conflits armés, les troubles civils, les actes criminels et les aléas. Parmi les aléas figurent les catastrophes naturelles, les accidents de la route et les accidents du travail.

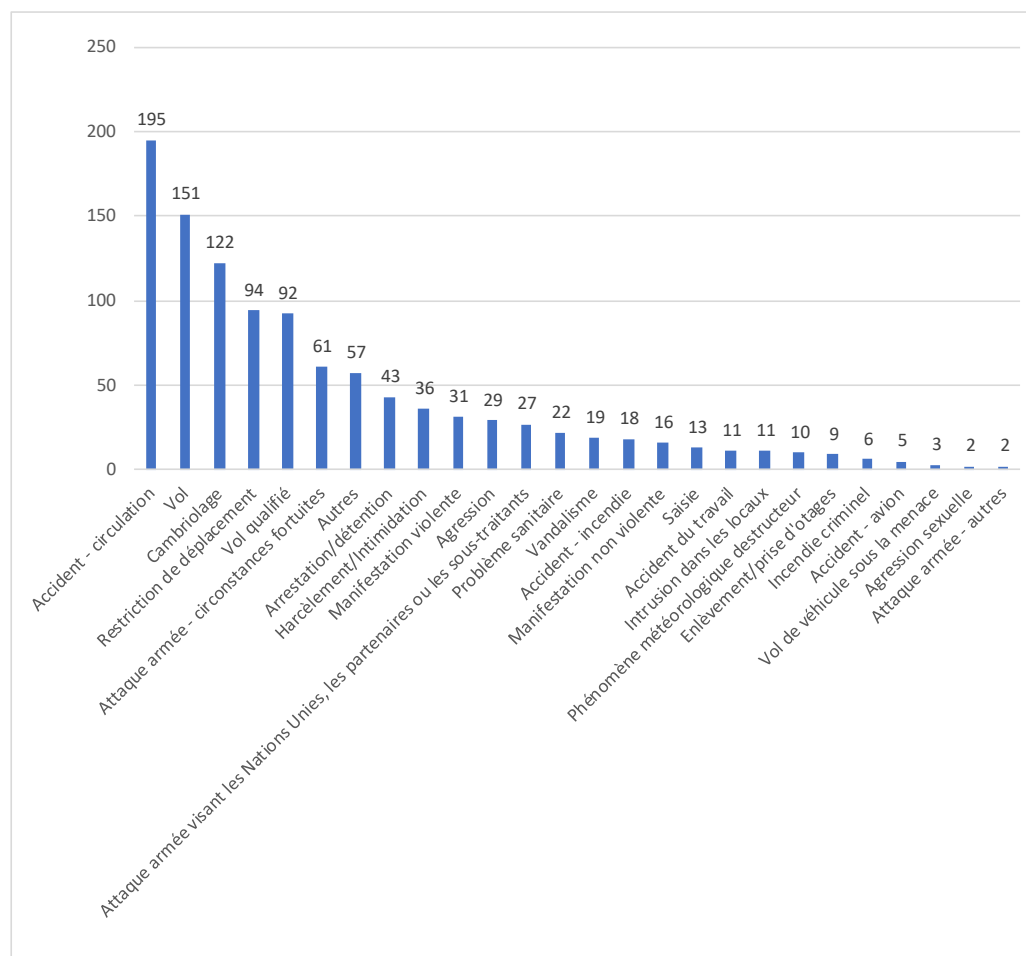
Figure 5: Atteintes à la sécurité du personnel et/ou des biens du PAM, des sous-traitants ou des partenaires signalées en 2018, par type de menace



30. Comme les années précédentes, les accidents de la route ont été le type d'incident le plus fréquemment signalé (ils représentaient 18 pour cent du total en 2018), suivis par deux types de délits contre des biens, tous les types de vols (14 pour cent) et les cambriolages (11 pour cent). Le nombre des restrictions de déplacement⁵ signalées a augmenté de 42,5 pour cent au regard de 2017, ce qui place ce type d'incident au quatrième rang des types d'incidents les plus fréquemment signalés. Plus de 80 pour cent des restrictions de déplacement signalées concernaient le Yémen, en raison de l'aggravation du conflit (figure 6).
31. Après une légère diminution en 2017, les accidents de la route ont été plus nombreux, atteignant le chiffre le plus élevé (195) depuis 2006 (voir figure 6). Les opérations du PAM où les accidents de la circulation ont été les plus fréquents sont celles réalisées au Soudan et au Soudan du Sud (24 chacun), en République démocratique du Congo (17), en Éthiopie (11) et au Kenya et au Nigéria (9 chacun). L'envergure des opérations, les distances à parcourir et le mauvais état des routes sont les principales causes du nombre élevé des accidents de la route.

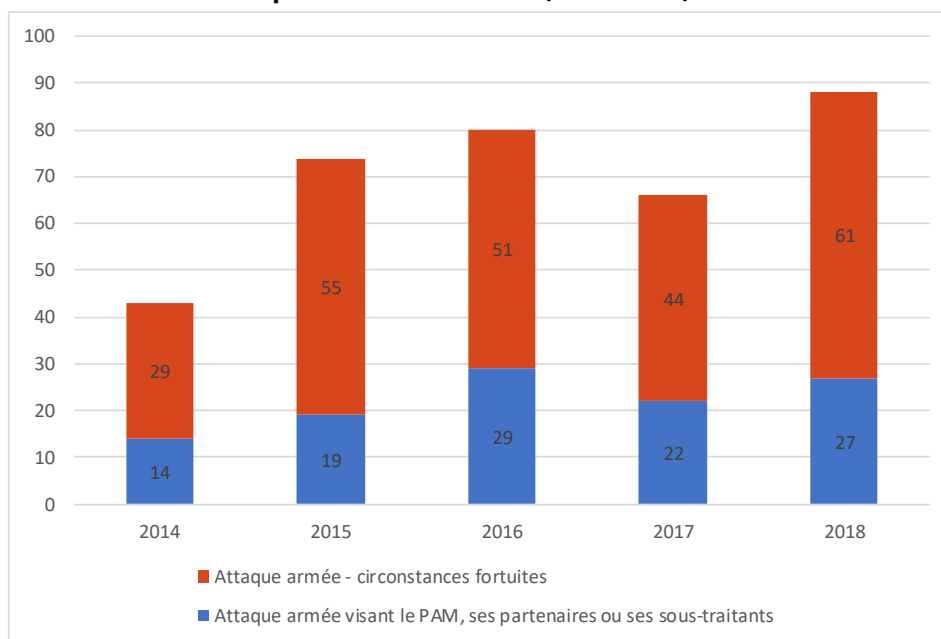
⁵ On entend par restrictions de déplacement des limitations temporaires imposées par des tiers au déplacement du personnel, des biens ou des véhicules. Il ne s'agit pas des restrictions de déplacement imposées par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies dans le souci d'assurer la sécurité.

Figure 6: Atteintes à la sécurité du personnel, des biens, des sous-traitants et des partenaires du PAM signalées en 2018, par type



32. Le nombre d'attaques armées affectant les opérations du PAM a augmenté de 33 pour cent par rapport à 2017. Les opérations du PAM étaient directement visées dans 27 cas (22 en 2017) et ont été victimes d'effets collatéraux dans 61 cas (en hausse de 38 pour cent par rapport à 2017 (figure 7). Les risques d'attaques armées ont augmenté au Yémen, en Éthiopie et en République démocratique du Congo.

Figure 7: Attaques armées visant le personnel, les biens, les sous-traitants ou les partenaires du PAM (2014-2018)



Analyse

33. Il ressort de l'analyse que le nombre de conflits dans le monde est en constante augmentation depuis 2006 sans qu'aucune solution politique durable ne soit en vue. Conflit et sécurité alimentaire sont inextricablement liés: à l'évidence, l'insécurité alimentaire est souvent à l'origine de troubles sociaux ou de conflits, conflits qui, à leur tour, aggravent l'insécurité alimentaire. Tandis qu'elles ne ménagent aucun effort pour fournir aux communautés touchées des secours vitaux et un appui aux moyens d'existence, les opérations du PAM sont chaque jour plus exposées à des menaces diverses et multiformes, comme le montre le nombre record d'atteintes à la sécurité du personnel, des biens, des partenaires ou des sous-traitants du PAM enregistré en 2018.
34. Les principaux facteurs à l'origine des problèmes auxquels le personnel du PAM, ses partenaires et ses sous-traitants sont confrontés de plus en plus souvent sont multiples: l'augmentation de la taille et de la durée des opérations, notamment dans des situations de conflit ou de post-conflit; la hausse de la criminalité due à la dégradation de l'ordre public et aux capacités limitées des autorités locales d'y faire face; la multiplication des agissements extrémistes; la forte hausse des prix des produits alimentaires et des carburants à l'origine de violentes protestations; et un climat d'impunité face aux actes violents commis contre le personnel des Nations Unies et les agents humanitaires.
35. Comme il est peu probable que les conditions de sécurité qui prédominent dans le monde s'améliorent prochainement, le personnel du PAM, ses partenaires et ses sous-traitants vont devoir continuer à travailler dans des conditions extrêmement difficiles, sous la menace de multiples dangers comme les conflits, l'extrémisme ou les actes criminels. La sécurité devrait rester précaire à court et moyen terme au Yémen, en République arabe syrienne, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, en Afghanistan, au Nigéria et au Mali. La crise politique au Venezuela et le lot de problèmes socio-économiques et humanitaires qu'elle apporte fragilisent quelque peu l'Amérique latine et risquent d'amener le PAM à participer davantage à des activités humanitaires dans la région. Il est néanmoins encourageant de constater que les hostilités au Soudan du Sud ont considérablement diminué après la signature de l'accord de paix revitalisé, créant ainsi des conditions propices à la mise en place d'opérations post-conflit du PAM dans le pays.

Gestion des risques de sécurité

36. La Division de la sécurité a élaboré deux documents d'orientation en 2018: le guide de la sécurité sur le terrain établi à l'intention des directeurs régionaux et des directeurs de pays et une note d'orientation à l'intention des chargés de la sécurité dans les pays. Ces deux documents recensent les documents de fond et les ressources disponibles en matière de sécurité et définissent les mesures à suivre pour s'acquitter correctement des responsabilités liées à la sécurité.
37. Afin d'adapter les processus de sécurité aux exigences de la feuille de route intégrée, la Division de la sécurité a mis au point un projet pilote auxquels participent les bureaux régionaux et les bureaux de pays, et dont l'objectif est d'instaurer un processus d'examen systématique destiné à vérifier que les questions de sécurité figurent bien dans tous les documents en rapport avec les plans stratégiques de pays présentés au Conseil à sa session annuelle et à sa deuxième session ordinaire de 2019.
38. Le score global de l'indicateur de performance clé relatif à la sécurité, qui donne le pourcentage d'application de plusieurs éléments du cadre général d'organisation des responsabilités pour la sécurité sur le terrain, s'est établi à 96 pour cent en 2018, l'objectif étant de 100 pour cent. L'indicateur couvre huit éléments liés à des obligations concernant la présence et la formation des coordonnateurs de la sécurité, l'organisation de séances de formation adaptées à l'intention de tous les membres du personnel du PAM, et l'existence et l'application de normes minimales de sécurité. La Division de la sécurité prend actuellement des dispositions pour atteindre l'objectif de 100 pour cent, et mettra en œuvre à cet effet de nouvelles mesures de gestion des risques dans les pays où des problèmes de sécurité se profilent.
39. En 2018, l'Unité des opérations de sécurité sur le terrain, avec les responsables régionaux de la sécurité et les chargés de la sécurité sur le terrain, a analysé 60 demandes d'habilitation de sécurité pour des missions du personnel du PAM vers des lieux où les risques sont très élevés; une fois traitées, les demandes ont été transmises au Directeur exécutif pour autorisation. Ces demandes d'habilitation témoignent de l'ampleur des risques auxquels sont exposées les opérations du PAM dans des situations de conflit. Le nombre des demandes d'habilitation s'est nettement accru, passant de 50 en 2017 à 60 en 2018, et ce malgré une baisse régulière des demandes en provenance de la République arabe syrienne, où leur nombre est passé de 43 en 2016 à 11 en 2017 puis à 7 en 2018. En revanche, après deux années de stabilité, le nombre de demandes d'habilitation a considérablement augmenté au Yémen, où il a atteint 53 en 2018, contre 28 en 2016 et 27 en 2017. Cela s'explique par la nature du conflit et la nécessité pour le PAM d'intervenir dans de nouvelles zones où les risques sont considérables.
40. Suite à un audit interne conjoint des sous-divisions de la sécurité aux sièges du PAM et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) réalisé en décembre 2017, la Sous-Division de la sécurité au Siège du PAM a renforcé la structure de ses effectifs, réorganisé ses procédures et vérifié l'application de mesures améliorées visant à permettre de mieux assurer la sécurité des locaux.
41. Conjointement à la Division de la technologie, la Division de la sécurité conduit actuellement un travail de révision des normes mondiales relatives aux systèmes de télécommunications pour la sécurité dans le but d'encourager les Nations Unies et la communauté d'aide humanitaire à définir des normes à long terme économiquement rationnelles et aider les dispositifs de gestion de la sécurité instaurés par les Nations Unies dans les pays à mettre en œuvre des projets de communication pour la sécurité et à répondre à d'autres besoins. De mai 2018 à mars 2019, l'équipe du projet des normes de sécurité en matière de télécommunications a effectué 18 missions de terrain dans 16 pays pour analyser et promouvoir les systèmes de communication pour la sécurité, réalisant des économies d'un

montant estimé à 2,8 millions de dollars É.-U., tandis que 12 autres pays bénéficiaient d'un appui et de conseils à distance.

42. L'action menée pour financer durablement la sécurité des opérations du PAM s'est poursuivie, l'examen du cadre de financement ayant permis d'intégrer les coûts de la sécurité – qui représentent en moyenne 10 pour cent des coûts d'appui directs du PAM sur le terrain – dans les cadres internes de financement. Tirant parti sur son savoir-faire, la Division de la sécurité a également contribué à établir des paramètres pour la gestion des risques de sécurité, en collaboration étroite avec la Division de la gestion globale des risques.

Prise en compte de la problématique femmes-hommes dans la gestion des risques de sécurité

43. La Division de la sécurité a organisé une réunion du sous-groupe de travail chargé des cours de sensibilisation des femmes aux questions de sécurité, laquelle s'est conclue par l'adoption de directives provisoires visant à uniformiser ces cours à l'échelle du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. La division a continué de mettre en commun l'expérience acquise lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ces cours avec le Forum européen interinstitutions sur la sécurité, qui se compose d'organisations non gouvernementales internationales souhaitant mettre au point leurs propres capacités de formation pour faire face aux problèmes de sécurité spécifiques aux femmes.
44. La Division de la sécurité a poursuivi l'action qu'elle a engagée pour intégrer les risques de sécurité sexospécifiques aux processus et aux outils du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. En outre, elle a renforcé les capacités des coordonnateurs de la sécurité, des auxiliaires locaux de sécurité et des agents de sécurité sur le terrain pour qu'ils soient mieux à même de prévenir et de signaler les atteintes à caractère sexiste et d'y réagir; elle a formé des responsables de la coordination des questions de sécurité relatives à la problématique femmes-hommes; programmé une séance sur les femmes et la sécurité lors de l'atelier qu'elle a réalisé en avril 2018; et organisé des ateliers de sensibilisation aux violences sexuelles à l'intention du personnel masculin.
45. L'Unité chargée de l'analyse des questions de sécurité a favorisé l'intégration systématique de la problématique femmes-hommes dans l'analyse qualitative et quantitative des questions de sécurité en ventilant les données par sexe et en mettant au point des produits analytiques tels que des profils de risque fondés sur le sexe.
46. La Sous-division de la sécurité au siège a collaboré étroitement aux campagnes de prévention des violences fondées sur le genre tant au Siège que sur le terrain.

Capacité et opérations en matière de sécurité sur le terrain

47. En 2018, le PAM a employé 99 administrateurs chargés de la sécurité recrutés sur le plan international (dont 50 fonctionnaires, 6 agents engagés pour une courte durée et 43 consultants) et 146 agents nationaux de sécurité (dont 16 administrateurs chargés de la sécurité recrutés sur le plan national). Sur les 245 membres du personnel que compte la Division de la sécurité⁶, 195⁷ étaient affectés sur le terrain et 50⁸ étaient au Siège.
48. En 2018, 13 missions d'appui à la montée en puissance d'opérations d'urgence ont été menées pour faire face à des problèmes de sécurité survenus soudainement au Yémen, en République démocratique du Congo, au Nigéria, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en

⁶ Ces chiffres ne comprennent pas le personnel d'appui.

⁷ Ces chiffres comprennent les postes de la Division de la sécurité détachés dans les bureaux régionaux et les bureaux de pays, ainsi que les consultants participant aux missions d'assistance en matière de sécurité.

⁸ Ce chiffre est élevé car il inclut les gardes en poste au Siège.

République centrafricaine, en Colombie et en Iraq. Les nouvelles interventions d'urgence de niveau 3 menées dans des environnements complexes en termes de sécurité et la multiplication des missions d'appui nécessitant des spécialistes de la sécurité (leur nombre était supérieur de 85 pour cent à celui de 2017) ont constitué des défis considérables pour une division déjà très sollicitée. Pour la première fois, une mission de renfort intersectorielle a été dépêchée en République démocratique du Congo, dans le cadre de laquelle la Division de la sécurité a fourni un appui temporaire à la coordination de l'intervention d'urgence.

49. Sous la direction du coordonnateur des effectifs de la Division de la sécurité, un plan de gestion des carrières à trois volets a été mis au point pour cerner les besoins actuels et futurs en personnel de sécurité; définir les talents recherchés et évaluer les capacités; et intégrer les besoins propres à la fonction de sécurité dans les initiatives de gestion de l'ensemble des effectifs. En 2018, l'objectif initial du plan de gestion des carrières – définition des scénarios et des modèles opératoires (montée en puissance ou réduction des activités et modèles optimaux) - a été atteint.

Missions d'assistance en matière de sécurité

50. En 2018, la Division de la sécurité a effectué 24 missions d'assistance. L'augmentation considérable du nombre de bureaux de pays affichant un score élevé pour l'indicateur de performance clé de la sécurité témoigne de l'utilité de ces missions; cela devrait entraîner une réduction des dépenses de sécurité dans les situations où les conditions de sécurité sont stables. Les consultants qui ont effectué les missions d'assistance ont été informés de l'évolution des besoins de l'organisation lors de l'atelier annuel; par ailleurs, un nouvel outil utilisant la téléphonie mobile est actuellement mis au point pour faciliter l'établissement de rapports simplifiés et le suivi opérationnel des recommandations relatives à la conformité en 2019.

Accès humanitaire

51. En 2018, la Division de la sécurité, la Division de la préparation aux situations d'urgence et de l'appui aux interventions en cas de crise et la Division des politiques et des programmes ont commencé à revoir la stratégie du PAM en matière d'accès humanitaire; ce travail donnera lieu à d'autres initiatives en 2019.
52. La division a également entamé une enquête pour faire le point sur l'expérience du personnel de terrain en matière de négociations et a collaboré avec le Centre de compétences en matière de négociations humanitaires, un centre d'excellence parrainé par le PAM, pour l'analyse des réponses. Elle a également échangé des informations cruciales sur l'accès et les négociations avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des organisations non gouvernementales et leurs instances.
53. Le personnel de la division a participé à quatre missions intersectorielles visant à améliorer l'accès dans les pays relevant du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest. Les recommandations et les plans d'action, assortis d'un chiffrage des dépenses, établis à l'occasion de ces missions ont été approuvés par l'institution. Les recommandations portaient sur les effectifs, la visibilité, les procédures de gestion, les partenariats, l'action menée sur le terrain en matière de sécurité et la nécessité d'une coopération structurée au sein du système de gestion de la sécurité, notamment dans le cadre de missions intégrées.
54. La division est satisfaite des bons résultats des activités qu'elle a menées avec le Réseau interorganisations pour la gestion des mesures de sécurité, et plus particulièrement de l'approbation à l'échelle du système des Nations Unies des directives visant à assurer que le principe de l'acceptation par les communautés est bien inclus dans les processus des Nations Unies en matière de gestion des risques de sécurité. Cela permettra au PAM et à

d'autres organismes humanitaires d'obtenir sur place l'approbation formelle de stratégies d'acceptation sous forme de mesures de prévention et d'atténuation, en remplacement, ou en complément, des mesures d'atténuation existantes.

Sécurité des locaux

55. La Division de la sécurité a aidé l'Unité des services d'ingénierie à choisir à Damas un emplacement adapté pour le nouveau bureau du PAM en République arabe syrienne; elle a notamment participé à un examen conjoint des risques sismiques en 2018.
56. Elle a lancé une nouvelle initiative pour apporter aux bureaux l'appui technique nécessaire pour garantir le respect des dispositions de la politique sur la sécurité incendie établie par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies. En 2018, cinq missions ont eu lieu – au Lesotho, à Madagascar, au Mozambique, au Nigéria et au Soudan du Sud – durant lesquelles 380 employés du PAM et de partenaires ont reçu une formation et 16 sites ont été inspectés.

Gestion et analyse de l'information concernant la sécurité

57. L'Unité chargée de l'analyse des questions de sécurité a continué de rationaliser et de maintenir le flux d'informations sur la sécurité, et contribué à donner une vue d'ensemble des opérations du PAM et à tenir la haute direction informée de l'évolution de la situation sur le front de la sécurité ainsi que des principaux incidents concernant le PAM. Elle participe, avec la Division de la préparation aux situations d'urgence et de l'appui aux interventions en cas de crise, à l'élaboration de comptes rendus opérationnels quotidiens et de synthèses hebdomadaires sur les situations d'urgence et contribue activement au système d'alerte institutionnel, la plateforme intégrée d'alerte rapide du PAM, qui contient des données et des analyses multisectorielles provenant de diverses divisions du Siège.
58. L'une des grandes priorités de la Division de la sécurité consiste à renforcer les capacités de gestion et d'atténuation des menaces et des risques pesant sur la sécurité. Dans le cadre de l'action menée pour fournir au terrain davantage de capacités d'analyse, la division a affecté un analyste des questions de sécurité au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes et fournit à tous les bureaux régionaux des services d'analyse des questions de sécurité.
59. L'établissement d'un poste d'analyste de l'information sur la sécurité témoigne de l'importance de cette fonction au PAM. En 2018, l'Unité chargée de l'analyse des questions de sécurité a poursuivi ses activités de sensibilisation à l'analyse de l'information et a entamé des activités visant à constituer une équipe homogène d'analystes de l'information sur la sécurité et à la renforcer.
60. L'unité continue de renforcer ses capacités d'analyse prédictive et participe à une communauté de pratiques récemment établie à laquelle collaborent des organismes des Nations Unies dotés de capacités d'analyse de l'information sur la sécurité.

Formation

61. En 2018, la Division de la sécurité a organisé 40 séances de formation destinées à tous les employés du PAM ou au personnel de sécurité, tant au Siège que dans divers bureaux sur le terrain. Six cours d'accréditation "Sécurité et sûreté en mission" ont été dispensés à Rome; 105 membres du personnel du PAM et cinq employés d'autres organismes des Nations Unies, dont la FAO, le Fonds international de développement agricole et l'UNICEF, y ont participé.

62. La division a organisé 33 séances sur la sensibilisation des femmes aux questions de sécurité (voir paragraphe 43) auxquelles ont participé 650 femmes employées par le PAM; six de ces séances ont été organisées conjointement avec ONU-Femmes et le HCR. Les pays où la sécurité du personnel féminin est particulièrement menacée, comme le Bangladesh, l'Éthiopie, le Myanmar, le Nigéria, le Pakistan, l'Afrique du Sud et le Soudan du Sud, reçoivent ces formations en priorité. La Division de la sécurité a concrétisé l'engagement qu'elle avait pris d'intensifier ces formations, puisque leur nombre est passé de une en 2017 à 33 en 2018. Parmi les organismes des Nations Unies, c'est la Division de la sécurité du PAM qui, avec huit formateurs expérimentés sur le terrain, dispose de la plus grande capacité de formation des femmes aux questions de sécurité.
63. Le PAM a par ailleurs organisé une des sessions du programme d'habilitation du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, qu'il a conduit avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS). La Division de la sécurité a mis deux formateurs à disposition de cette session à laquelle ont participé 19 spécialistes de la sécurité au PAM et six autres du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, du Fonds monétaire international, de l'Organisation internationale pour les migrations, du Service antimines de l'ONU et du Tribunal spécial pour le Liban.
64. Le nouveau cours obligatoire de sensibilisation aux questions de sécurité a été mis en ligne sur la plateforme WeLearn du PAM en novembre 2018 et a été suivi avec succès par 5 972 membres du personnel du PAM.
65. Le cours en ligne sur la feuille de route intégrée est une formation recommandée pour tous les spécialistes de la sécurité au PAM; à la fin de 2018, 82 pour cent d'entre eux l'avaient suivi dans son intégralité.
66. La Division de la sécurité a aussi veillé à ce que le personnel de sécurité participe aux cours d'habilitation du système de gestion de la sécurité des Nations Unies. Vingt spécialistes de la sécurité ont participé au programme d'habilitation sur la sécurité, 16 auxiliaires locaux de sécurité ont participé au programme d'habilitation qui leur est destiné et cinq spécialistes de la sécurité ont participé au cours de perfectionnement et d'habilitation de formateurs. Tous ces cours sont organisés par l'École des cadres des Nations Unies.

Coûts de l'UNDSS et Fonds d'urgence du PAM pour la sécurité

67. En 2018, le coût des contributions obligatoires à l'UNDSS et au Fonds d'urgence pour la sécurité du PAM a atteint 18,5 millions de dollars. Sur ce montant, 5 millions de dollars ont été inscrits aux budgets du Siège et des bureaux régionaux au titre des coûts standard de personnel, comme les années précédentes. Conformément aux décisions prises lors de la préparation du Plan de gestion du PAM pour 2017-2019, le solde de 13,5 millions de dollars, qui était auparavant imputé au budget des opérations menées par les bureaux de pays, a été financé par le budget administratif et d'appui aux programmes.

	Fonds alloués en 2018	Engagements et montants effectifs en 2018	% du total
Dotation en personnel	4 166 516	4 178 199	25,73
Aide financière directe fournie aux bureaux de pays pour garantir le respect des normes de sécurité	944 655	950 906	5,86
Formation	714 384	714 384	4,40
Missions d'assistance en matière de sécurité	313 207	313 207	1,85
Activités de l'UNDSS financées conjointement	10 075 962	10 075 962	62,07
Total	16 214 724	16 232 658	100,00

68. Le Fonds d'urgence pour la sécurité est un instrument très utile qui aide le PAM à satisfaire aux normes minimales de sécurité des Nations Unies partout dans le monde, comme il s'y est engagé.

Activités de l'UNDSS financées conjointement

69. Le montant final du budget correspondant aux coûts partagés de l'UNDSS pour 2016-2017 s'est établi à 223,4 millions de dollars. La quote-part effective des coûts de l'UNDSS revenant au PAM s'est élevée à 10,1 millions de dollars en 2018, ce qui concorde avec le nombre de membres du personnel du PAM sur le terrain⁹.

	UNDSS	Quote-part du PAM
2002-2003	42,9	6,5
2004-2005	113,1	13,2
2006-2007	172,3	20,2*
2008-2009	174,4	17,3
2010-2011	209,9	24,4**
2012-2013	218,6	23,5
2014-2015	225,2	22,4
2016-2017	223,4	20,3
2018-2019	230,8	20,2

* Crédit de 3,2 millions de dollars reçus en 2006.

** Crédit de 1,4 million de dollars reçus en 2010.

⁹ Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CEB/2010/HLCM/FB/8/Rev.2).

Perspectives

70. La Division de la sécurité prévoit que les situations d'urgence dans lesquelles opère le PAM vont devenir encore plus complexes et difficiles en 2019. Ce constat exige de la division qu'elle fasse des efforts supplémentaires pour recruter et fidéliser des spécialistes de la sécurité capables d'apporter des solutions efficaces aux divers problèmes de sécurité qui se posent dans des situations de conflit complexes et pour renforcer sa collaboration stratégique avec des partenaires de l'action humanitaire ou autres et avec les milieux universitaires; elle poursuivra également les travaux pilotes d'optimisation engagés pour mieux faire cadrer les processus de gestion des risques de sécurité avec les ressources disponibles et les résultats exigés par la feuille de route intégrée et la gestion globale des risques, et continuera à renforcer les capacités afin de faire face à des besoins accrus exigeant des systèmes solides de gestion de l'information sur la sécurité et des analyses prédictives de qualité.
71. La Division de la sécurité entreprendra un travail de planification des effectifs fondé sur les besoins et les priorités actuels et futurs tant au niveau opérationnel que stratégique; en l'occurrence, elle prendra en main la planification des effectifs de sécurité à l'échelon de l'institution et appuiera les initiatives connexes mises en œuvre par les bureaux de pays.
72. L'appui apporté par la Division de la sécurité aux opérations du PAM en 2019 consistera à renforcer l'application des politiques de sûreté et de sécurité du système de gestion de la sécurité des Nations Unies et à veiller à ce que les spécialistes de la sécurité du PAM soient en mesure de traiter et de gérer les risques de sécurité couverts par le système de gestion de la sécurité des Nations Unies, en respectant pleinement les processus du PAM, notamment la feuille de route intégrée et la gestion globale des risques. En institutionnalisant l'accès humanitaire et l'acceptation par les bénéficiaires au sein des dispositifs du système de gestion de la sécurité des Nations Unies, la division renforcera le rôle moteur qu'elle joue dans le domaine de l'accès humanitaire.
73. La Division de la sécurité continuera de renforcer ses capacités d'analyse prédictive pour fournir aux opérations du PAM des analyses des problèmes de sécurité qui permettront d'améliorer l'efficacité de la gestion des risques de sécurité et des systèmes d'alerte et d'intervention rapides. La division se concentrera sur les initiatives visant à créer des synergies entre les évaluations des menaces et des risques menées par le PAM et celles réalisées par d'autres acteurs. Elle envisage également de mettre au point un système de gestion de l'information ayant recours à l'intelligence artificielle.
74. La division continuera de suivre l'évolution du processus de réforme des Nations Unies en 2019, et s'intéressera particulièrement aux contextes opérationnels des pays où sont implantées des missions intégrées des Nations Unies, afin de veiller à ce que les directeurs de pays du PAM et le personnel de terrain soient mieux équipés pour atteindre les objectifs opérationnels du PAM dans de tels cadres.
75. La division ne prévoyant pas d'amélioration de l'accès humanitaire en 2019, elle s'emploiera à renforcer sa contribution à la stratégie institutionnelle du PAM dans ce domaine. À cet effet, elle affectera du personnel à l'appui des initiatives internes de coordination entre civils et militaires, telles que le nouveau mémorandum d'entente envisagé avec l'Union européenne dans le cadre de l'opération Atalanta, lequel est attendu pour l'automne.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance